REPUBLIQUE DU GABON

SEMINAIRE INTER-PAYS SUR L'AMELIORATION DES SERVICES DE
READAPTATION A BASE COMUNAUTAIRE

Cotonou-Benin, Du 28 Octobre au 1^o Novembre 2002.

EXPOSÉ DU GABON

Elaboré par :

- Mme LISSENGUET Paule épouse MOULEKA Ministère de la Solidarité Nationale des Affaires Sociales et du Bien-Etre (MSNASBE)
- Dr ABÈKE Marc Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)
- Mr OZO Germain (Association des Sourds-muets du Gabon)

SOMMAIRE

PREAMBULE

- Présentation sommaire du Gabon
- Le problème du handicap au Gabon

READAPTATION ET PROGRAMME RBC

I - Introduction (Réadaptation et P/RBC)

II - De la mise en œuvre du P/RBC

III - Des actions de réadaptation

3.1 - L'Etat Via le Ministère des Affaires Sociales

3.2 - L'Etat Via le Ministère de la Santé Publique et de la Population

3.3 - Les ONG et Associations,

IV - Des faiblesses de la réadaptation actuelle.

V - Conclusion.

PREAMBULE

Présentation sommaire du GABON

La République du GABON est située dans la partie centrale du continent africain. Elle couvre une superficie de 267.000 km² avec une population estimée à 1.350.000 habitants. La capitale est Libreville.

Près de 85 % de cette population vit dans le monde rural.

Malgré sa richesse, le Gabon souffre, comme tous les pays d'Afrique du sous développement aggravé par la crise internationale. Sur le plan administratif elle est divisée en neuf (09) provinces.

Le problème du handicap au Gabon

Il n'existe pas de données fiables sur le taux des personnes handicapées au Gabon, ni sur les différents handicaps.

Le projet de recensement national n'ayant pas encore vu le jour pour des raisons purement économiques. Le Gouvernement Gabonais s'y atèle pour trouver des voies et moyens à sa réalisation car le problème des personnes handicapées constitue pour lui une priorité nationale.

Séminaire Atelier sur "l'Amélioration des Services de la RBC" OMS COTONOU du 28 octobre au 1^{er} novembre 2002.

Fiche technique sur la Réadaptation et le P/RBC au Gabon

I - Introduction

En 1993, pour la première fois, le concept RBC fait son introduction au Gabon. Ce concept a été retenu par l'OMS pour tous les pays d'Afrique Subsaharienne. Il sous tend la prise en charge de la personne handicapée sous un nouveau modèle : le modèle multisectoriel, en insistant sur la paire Socio-sanitaire.

Des lors, tous les préliminaires avant le lancement du programme ont effectivement été menés jusqu'à leur terme à savoir :

- la création d'un Comité National de Coordination du Programme ;
- la désignation d'une zone d'expérimentation "3^e Arrondissement de Libreville pour sa position centrale (110.000 habitants et 24 quartiers)" ;
- la sélection et la formation des agents de réadaptation entièrement financée par l'OMS (10 agents) ;
- la signature d'une convention de partenariat entre l'OMS et le département des Affaires sociales. L'OMS devant intervenir sur le plan technique par la formation des agents de réadaptation et, par l'évaluation des activités du programme ;

L'Etat Gabonais devant pour sa part contribuer par la mise à la disposition du personnel nécessaire au programme et par la prise en charge du budget (équipement et fonctionnement)

- l'acquisition d'un local devant abriter le siège du P/RBC. (ce siège est non équipé à ce jour) ;
- élaboration du budget du programme.

II - De la mise en œuvre du P/RBC

A ce jour, le programme n'a pas connu de démarrage à cause des pesanteurs socio-économiques, culturels et financières. Les quelques activités menées jusque là sur le terrain sont faites de manières officieuses par l'entremise des centres sociaux

implantés dans les différents quartiers, centres sociaux dirigés par des Assistants sociaux formés pour le P/RBC. Malheureusement l'impact escompté n'est pas ressenti.

III - Des actions de réadaptation

En dépit du non démarrage du P/RBC dans le pays, des actions de réadaptation sont perceptibles au niveau de l'Etat, des ONG et Associations. Bien que timides et désorganisées, ces activités demeurent.

3.1 - L'Etat Via le Ministère des Affaires Sociales

- Existence d'une école des enfants déficients auditifs. Les cours sont dispensés jusqu'au cours moyens 2^{ème} année.
- Allocation de 50.000F CFA par an à toute personne handicapée confrontée à des difficultés de tous ordres.
- Allocation d'un appareillage multiforme.
- Allocation des produits pharmaceutiques.
- Allocation des layettes aux femmes et épouses des handicapés et prise en charge des grossesses et accouchements.
- Insertion scolaire des enfants handicapés dans le circuit scolaire "ordinaire"
- Prise en charge des logements de certains handicapés.
- Réinsertion familiale et socioprofessionnelle.
- Sensibilisation familiale permanente.
- Elaboration de plusieurs textes en faveur des personnes handicapées.

3.2 - L'Etat Via le Ministère de la Santé Publique et de la Population

- Appareillage et aide médicale.
- Existence du service de kinésithérapie au Centre Hospitalier de Libreville et à la Fondation Jeanne EBORI.
- Extension du service de réadaptation du CHL
- Construction d'un bâtiment spécial pour appareillage au Centre Hospitalier de Libreville
- Extension et réhabilitation de l'Hôpital Psychiatrique de Melen
- Identification des besoins en personnel dans les différents centres (orthoprothesistes, chirurgiens orthopédiques etc...)

3.3 - Les ONG et Associations

Menant des activités presque en solitaires, certaines ONG et Associations des personnes handicapées elles-mêmes mènent au quotidien des activités de réadaptation. C'est le cas de l'Association Nationale des personnes handicapées du Gabon qui a un volet formation sur la Couture, la Cordonnerie etc... L'Association des aveugles du Gabon n'est pas en reste avec la création d'un Centre d'éducation et de réhabilitation pour aveugles et mal voyants (CERAM) qui est l'initiative des personnes aveugles et

mal voyants, membres de la mission protestante du Gabon. Les objectifs visent essentiellement la formation et la réhabilitation des aveugles et mal voyants pour les rendre plus autonomes et leur donner des médicaments de Braille.

Il en est de même pour l'Association des Sourds-muets du Gabon qui, en dépit des difficultés que rencontre le Gabon à l'instar des autres pays africains pour la mise en place des structures RBC, développe des micro-projets. On peut citer entre autre :

- un atelier de menuiserie
- un atelier de couture mixte
- un atelier d'arts plastic et peinture en bâtiment
- une épicerie
- une coopérative de nettoyage divers
- un atelier de soudure à l'arc
- un atelier de tricotage.

Toutes ces structures sont réalisées grâce aux bonnes volontés et aux ressources propres de l'Association et sont gérées par les Sourds-muets eux mêmes (hommes et femmes)

Il convient de noter à la suite de ceci l'apport salvateur de l'ONG handicap international qui, nouvellement implanté au Gabon, œuvre déjà de manière remarquable par la construction au sein du CHL d'un Centre de fabrication de matériel d'appareillage fonctionnel. Ceci est un avantage majeur car, jusqu'à ce jour, l'appareillage des personnes handicapées se fait sur la base des commandes à l'extérieur du pays. Ce procédé est très onéreux pour le pays.

IV - Des faiblesses de la réadaptation actuelle

- manque de coordination multisectorielle. Les différents secteurs intervenant en faveur de la personne handicapée travaillent en vase clos
- pas de partenariat ONG-Etat, nécessaire à une réelle prise en charge
- l'appareillage actuel est inadapté aux différents handicaps. Inadéquation - besoins – stocks
- pérennisation de la méthode assistancielle de la politique d'action sociale
- absence de cycle secondaire à l'école des déficients auditifs
- les textes en faveur des personnes handicapées bien que signés ne sont pas suivis de texte d'application
- le manque d'implication réelle des personnes handicapées dans toutes études en leur faveur
- absence de partenariat formel ONG – Etat
- la non implication des familles dans toutes actions de prise en charge. Celle-ci devrait passer par des sensibilisations d'envergure.

Conclusion

Malgré toutes ces entraves à une réelle réadaptation, le Gabon s'atèle à mettre une politique de prise en charge qui tient compte de toutes les couches défavorisées de la société, utiles chacun en ce qui le concerne, à l'édification du pays.

Sur le plan législatif, plusieurs textes en faveur des personnes handicapées sont pris, textes ayant une connotation participative des personnes handicapées elles-mêmes, mais malheureusement sont dépourvus de textes d'application pour leur mise en œuvre. Un supplément d'effort de volonté politique y pourvoirait.

Présenté par :

- Mme LISSENGUET Paule épouse MOULEKA Ministère de la Solidarité Nationale des Affaires Sociales et du Bien-Etre (MSNASBE)
- Dr ABAKE Marc Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP)
- Mr OZO Germain (Association des Sourds-muets du Gabon)